



Syndicat canadien de la fonction publique

Mémoire présenté au Comité permanent des finances
de la Chambre des communes

**Consultations pré budgétaires
Budget fédéral de 2018-2019**

Août 2017

CUPE

www.cupe.ca
1375, boul. Saint-Laurent
Ottawa (Ontario) K1G 0Z7
613 237-1590

Introduction

Le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) est le plus grand syndicat du Canada. Il compte 650 000 membres qui fournissent des services publics de qualité dans les secteurs des municipalités, des soins de santé, des services communautaires et sociaux, des écoles, des universités, des bibliothèques, de l'électricité, des transports et des communications partout au pays.

Nous félicitons le gouvernement pour certaines des mesures qu'il a instaurées jusqu'à maintenant, notamment aux chapitres des régimes de retraite et des soins de santé, tout en souhaitant discuter de la mise en œuvre de ces politiques. Nous sommes aussi heureux des vastes consultations publiques entreprises et de l'importance accordée à l'égalité, à la diversité et aux droits de la personne, des principes défendus par le SCFP.

Les économistes considèrent qu'une meilleure productivité est la clé d'un niveau de vie plus élevé et d'une plus grande compétitivité. Pourtant, lorsqu'on demande aux travailleurs d'être plus productifs, on veut habituellement dire qu'ils doivent travailler plus fort et plus longtemps, pour le même salaire ou moins.

La faible croissance de la productivité n'a pas profité à la plupart des travailleurs au cours des dernières décennies parce que les salaires réels ont stagné. Les gains réalisés par cette croissance ont plutôt servi à enrichir les grandes entreprises et les individus les mieux nantis. Pendant la même période, la croissance de la productivité au Canada a diminué. Ce n'est pas une coïncidence.

Les baisses des impôts des sociétés et des impôts sur le capital, les mesures d'austérité dans le secteur public, la déréglementation, la privatisation et l'accroissement du pouvoir des entreprises grâce aux accords sur le commerce et les investissements ont accru les inégalités. Tout cela a aussi favorisé la concentration accrue des entreprises dans une économie de plus en plus « tout au gagnant », l'augmentation de l'emploi précaire et la baisse des taux d'investissement, de la productivité et de la croissance économique.

Certains ardents défenseurs de ces politiques [se rendent maintenant compte de leur inefficacité](#). Des organismes comme l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) [tentent d'en vendre des versions remaniées](#), sans se préoccuper du fait que ce qui profite à quelques grandes multinationales n'est pas avantageux pour tout le monde. Pire, ce qui est bon pour ces sociétés peut être mauvais pour les autres, puisque ce type de politique permet d'acquérir un pouvoir monopolistique dans de nombreux marchés, freine l'innovation et fait disparaître des emplois.

Au cours des dernières années, le débat sur la productivité et la croissance économique a oscillé entre deux visions polaires d'un monde où les [robots ont volé nos emplois](#) d'un côté, et où nous sommes condamnés à la [stagnation séculaire](#) de l'autre. Aucune proposition n'est particulièrement attrayante pour les travailleurs canadiens. Pas étonnant que [plus de Canadiens croient que leur situation sera pire dans cinq ans](#) qu'il n'y en a qui croient qu'elle sera meilleure. Et ce pessimisme peut mener à un cercle vicieux qui s'autoréalise.

Il nous faut un nouveau paradigme pour la productivité, un paradigme axé sur les gens. Des études estiment qu'une [faible croissance de la demande](#) est responsable de plus de 90 % du déclin de la productivité des dernières décennies, et qu'un [salaire minimum plus élevé favorise la productivité](#). Autrement dit, au lieu de viser uniquement une productivité accrue, nous devrions améliorer les niveaux de vie et les salaires, en particulier pour les moins bien payés, et la croissance de la productivité suivra.

Dans bon nombre de pays européens, les niveaux de productivité sont considérablement plus élevés qu'au Canada, tout comme les salaires moyens versés dans le marché du travail et les « salaires sociaux », c'est-à-dire la valeur des services publics. Leurs travailleurs sont plus productifs parce que les niveaux d'investissement social sont plus élevés, que leur temps au travail est plus productif et que leur qualité de vie est meilleure.

Des services publics de qualité accroissent la productivité de différentes façons, tant directement qu'indirectement. Les investissements dans les services de garde à l'enfance, l'éducation, les soins de santé et l'infrastructure donnent tous des taux de rendement directs élevés. La prestation publique des services publics est très efficace, économiquement et socialement. Les services publics jouent aussi un rôle inestimable dans l'accroissement de notre cohésion et de notre capital social, ce qui améliore notre productivité et notre qualité de vie.

Bons emplois

Nous sommes heureux que le gouvernement fédéral ait restauré l'équité dans les lois du travail, et qu'il se montre intéressé à échanger avec les syndicats sur de nombreux enjeux.

Mais il faut s'efforcer de créer plus de bons emplois car ils sont essentiels au renforcement de la classe moyenne, une priorité du gouvernement.

- Il faut mettre en œuvre une politique sur les salaires équitables modernisée qui s'applique aux activités d'approvisionnement fédérales, et qui exige que celles-ci et leur financement respectent certaines normes sociales et environnementales.
- L'élimination de l'écart salarial assurera la stabilité économique des travailleurs et, par le fait même, de leurs familles. Le gouvernement fédéral devrait encourager les provinces qui se sont engagées à offrir un salaire minimum à 15 \$ l'heure (Alberta, Ontario et peut-être la Colombie-Britannique) et en faire autant dans le secteur fédéral.
- L'adoption d'une loi fédérale proactive sur l'équité salariale, et la promotion d'une loi semblable auprès des provinces et territoires sont essentielles à l'atteinte de l'égalité au Canada, puisque les femmes sont particulièrement présentes dans le secteur public.

Assurance-emploi

Nous sommes aussi satisfaits des réformes positives apportées à l'assurance-emploi (AE), dont la réduction de la période d'attente de deux semaines à une seule. Nous pensons que le critère d'admissibilité pour tous les demandeurs devrait être de 360 heures. Mais le gouvernement fait fausse route en ce qui a trait au Tribunal de la sécurité sociale. Ce système est mal structuré et mal géré, et il ne respecte pas les notions de base d'équité et de justice.

Le SCFP recommande au gouvernement fédéral de mettre fin au Tribunal de la sécurité sociale et de remettre en place les conseils arbitraux de l'assurance-emploi, le juge-arbitre de l'AE, les tribunaux du RPC et de la SV, et la Commission d'appel des pensions. En outre, le gouvernement doit inclure des travailleurs et des représentants locaux qui comprennent le contexte local dans le système et le processus d'appel.

Éducation postsecondaire

Depuis longtemps, le SCFP incite le gouvernement fédéral à jouer un rôle de leadership en éducation postsecondaire (EPS) en enchâssant le droit à l'EPS dans la loi, et en accordant un transfert aux provinces et territoires pour remédier au sous-financement et à l'augmentation des droits de scolarité. Le Canada arrive au premier rang pour le nombre de personnes de 25 à 34 ans qui détiennent un diplôme collégial, mais seulement au 12^e rang pour les 25 à 34 ans qui ont un diplôme universitaire. L'engagement financier du Canada à tous les niveaux de l'éducation a aussi diminué. Les études de l'OCDE montrent que le Canada arrive 26^e sur 33 pays pour ce qui est des sources de financement publiques plutôt que privées.

Ayant compris que la clé de la stabilité économique à long terme des citoyens est l'accès à l'EPS, des provinces comme Terre-Neuve-et-Labrador, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick ont commencé à offrir de meilleurs soutiens aux étudiants à faible revenu. Mais le gouvernement fédéral doit proposer une loi canadienne sur l'éducation postsecondaire pour instaurer des normes nationales, et offrir des paiements de transfert réservés à l'éducation postsecondaire.

Infrastructure publique

Une infrastructure publique de qualité est essentielle à l'augmentation de la productivité des entreprises et des travailleurs canadiens.

Le SCFP appuie fermement une hausse du financement destiné au transport en commun, au logement à coût abordable et à l'infrastructure sociale, communautaire et environnementale. Mais les investissements dans l'infrastructure fédérale pourraient donner de meilleurs rendements sociaux, économiques et environnementaux, si ses contrats et d'autres projets fédéraux étaient tenus de respecter des normes sociales et environnementales précises, comme des salaires acceptables, le respect des droits du travail, l'équité salariale, la représentativité de la main-d'œuvre, des normes élevées de responsabilité des entreprises et la prise en compte des effets sur l'environnement.

La propriété, le financement et l'exploitation de l'infrastructure publique doivent être publics. Les partenariats public-privé (PPP) [coûtent beaucoup plus cher](#) que les projets financés et exploités par le secteur public. Le recours au financement privé par l'entremise de la nouvelle Banque de l'infrastructure du Canada [doublera le coût](#) des projets. Nous nous opposons à ce que les caisses de retraite investissent dans l'infrastructure publique, parce que cela fait grimper les coûts. La privatisation de l'infrastructure publique fait aussi augmenter les frais d'utilisation et gonfler les prix parce que ce type de projet est souvent monopolistique. Les revenus de ces monopoles peuvent être attirants pour des investisseurs privés, mais ils sont régressifs et [préjudiciables](#) pour [l'économie](#).

Régimes de retraite

Nous félicitons le gouvernement d'avoir bonifié le Régime de pensions du Canada, haussé le Supplément de revenu garanti (SRG), et remis à 65 ans l'âge de l'admissibilité à la SV et au SRG. Toutefois, le gouvernement fédéral devrait s'efforcer d'améliorer encore le RPC et d'autres éléments du système public de retraite, dont la SV et le SRG, afin que tous les Canadiens aient accès à la sécurité à leur retraite, et pour réduire la dépendance à l'égard des REER et des CELI, plus régressifs et risqués.

Dans l'immédiat, la loi sur le RPC devrait prévoir des périodes d'absence du marché du travail pour élever des enfants ou pour les personnes handicapées. En outre, le RPC doit demeurer un régime de retraite à prestations déterminées. Nous incitons aussi fortement le gouvernement à retirer le projet de loi C-27, qui permet aux employeurs régis par le gouvernement fédéral de convertir, rétroactivement, des régimes de retraite à prestations déterminées en régimes à prestations cibles, beaucoup moins sûrs.

Développement de la petite enfance, garde à l'enfance et congés parentaux

De nombreuses études confirment les avantages économiques et sociaux des services de développement de la petite enfance et de garde à l'enfance. Ceux-ci créent beaucoup plus d'emplois que d'autres secteurs, donnent un rendement estimé de 2 \$ en avantages pour chaque dollar investi et sont fiscalement autofinancés.

Nous sommes heureux que le gouvernement fédéral songe à mettre en place un cadre national de développement de la petite enfance et de garde à l'enfance. Mais ce cadre doit inclure la qualité, l'universalité et l'abordabilité des services et ne pas être ciblé. En outre, le financement annoncé dans le budget de 2017 n'est pas suffisant.

Le SCFP invite le gouvernement fédéral à offrir un financement additionnel qui augmentera progressivement au cours de la prochaine décennie. Le cadre négocié avec les provinces et les territoires doit être cohérent avec le cadre partagé élaboré par les militantes et militants des services de garde à l'enfance, et reconnaître le droit des communautés autochtones à établir et à contrôler leurs propres systèmes. Le financement doit aussi améliorer les salaires, les conditions de travail et la formation des éducatrices et éducateurs de la petite enfance.

Nous sommes en faveur d'une augmentation des congés parentaux, mais les mesures instaurées jusqu'à maintenant ne font qu'étirer les prestations existantes pendant une plus longue période à des taux plus bas, ce qui n'aide pas les personnes qui n'ont pas les moyens de prendre un congé parental en vertu du système actuel, ou qui n'y sont pas admissibles. Le gouvernement fédéral devrait plutôt accroître l'accès aux prestations et les augmenter, [un peu comme ce qu'offre le Québec avec son Régime québécois d'assurance parentale \(RQAP\)](#).

Santé

On estime que l'amélioration des soins de santé [est responsable](#) d'environ 25 % de l'augmentation de la productivité dans les pays industrialisés au cours des dernières décennies.

La promesse d'un financement additionnel pour la santé, incluant la santé mentale et les soins à domicile, nous réjouit. Mais nous croyons que le soutien et le leadership en santé doivent être améliorés, notamment en instaurant les mesures suivantes dans l'ensemble du Canada :

- Création d'un régime national d'assurance-médicaments, élaboré avec les provinces et les territoires, afin que chacun ait accès à des médicaments d'ordonnance médicalement nécessaires, et afin de renforcer la réglementation sur le coût des médicaments.
- Accroissement considérable du financement public des soins continus – soins de longue durée en établissement publics et sans but lucratif, services communautaires et soins à domicile, soins palliatifs – et de leur cohérence dans l'ensemble du pays.
- Élaboration d'une stratégie nationale visant à faire des Canadiens le peuple le plus en santé au monde, stratégie qui inclurait des déterminants sociaux de la santé comme le style de vie, l'égalité des revenus, la sécurité d'emploi, l'éducation et le logement à coût abordable.
- Application de tous les aspects de la *Loi canadienne sur la santé*, particulièrement l'administration publique et l'intégralité, afin que tous les Canadiens aient un accès égal aux services de santé partout au pays.
- Nouveau financement pour tout nouveau programme avec soutien fédéral apparié, et mise en place d'un plan de durabilité financière à long terme, pour éviter d'aggraver les insuffisances de financement existantes.

Fiscalité équitable

Les gouvernements ont beaucoup de choix pour augmenter à la fois l'équité fiscale et leurs revenus. Le gouvernement fédéral a promis de réduire les échappatoires fiscales et les dépenses fiscales régressives. Il pourra ainsi accroître ses revenus et ceux des gouvernements provinciaux. Nous recommandons ce qui suit au gouvernement :

- **Éliminer la déduction pour l'option d'achat d'actions** – qui permet aux PDG de payer la moitié moins d'impôts que les travailleurs – ce qui donnera au gouvernement fédéral 700 millions de dollars de plus, et environ 400 millions de dollars de plus aux gouvernements provinciaux chaque année.
- **Imposer le revenu des gains en capitaux et des placements** au même taux que les autres revenus, ce qui permettra au gouvernement fédéral de toucher au moins 10 milliards de dollars de plus et aux provinces au moins 5 milliards de dollars de plus chaque année.
- **Faire passer le taux d'imposition fédéral des sociétés** à 21 %, comme il l'était en 2006, ce qui donnera au gouvernement fédéral des revenus additionnels de 10 milliards de dollars.
- **Uniformiser les règles du jeu et imposer les sociétés de commerce en ligne étrangères** comme Uber, AirBnB, Netflix, Facebook, Amazon et Google sur les affaires qu'elles font au Canada, ce qui créerait des revenus additionnels de 1 milliard de dollars et préserverait des emplois au Canada.

:cc/sepb491